

Concours National  
de la Résistance et de la Déportation 2012 - 2013

-- Communiquer

pour --

-- résister

-- (1940-1945)



Organisé par le ministère de l'Éducation nationale, la Direction départementale des services de l'Éducation nationale de l'Hérault, le Comité d'organisation du concours national de la Résistance et de la Déportation, le Musée de la Résistance et de la Déportation de Castelnaud-le-Lez et le Conseil général de l'Hérault. Ouvert à toutes les classes des lycées d'enseignement général et technologique, des lycées professionnels et aux classes de 3<sup>e</sup> des collèges. De nombreux prix récompenseront les candidats (livres, voyage).





**CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE  
ET DE LA DÉPORTATION  
2012-2013**

**Communiquer pour résister, 1940-1945**

Ressources documentaires et bibliographiques proposées par le Service éducatif du Centre Régional d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Castelnau-le-Lez et les Archives départementales de l'Hérault

## AVANT-PROPOS

Avec la signature de l'armistice, la France est coupée en deux suivant une ligne de démarcation Bordeaux - Lyon. La Zone nord dite « zone occupée » est placée directement sous l'autorité et le contrôle de l'armée allemande. La Zone sud dite « zone libre » reste sous l'autorité de l'administration de Vichy qui n'agit que sous le contrôle et dans les limites de la permission d'Hitler.

Dès cette période se dessine un esprit de résistance chez ceux qui n'acceptent pas la défaite, ni l'asservissement de l'État.

Dès le 18 juin 1940, le général de Gaulle, par son appel historique sur les ondes, inaugure un nouveau mode de communication depuis Londres, par le canal de la B.B.C., où de brillants orateurs tels que Maurice Schumann, Jean Oberlé, Pierre Brossolette et André Gillois, ralliés à la France libre, lancent des appels à la mobilisation. C'est le début d'une communication qui durera jusqu'à la Libération.

En même temps, sur le territoire national se mettent en place des équipes de radio formées en Angleterre qui vont élaborer au péril de leurs vies, tout un réseau de transmission assurant la liaison entre la résistance intérieure et Londres.

Au sein du Musée de l'Homme à Paris des intellectuels se réunissent pour rédiger, imprimer et distribuer des journaux appelant les Français à résister, tout en fustigeant la collaboration de Vichy. Pierre Brossolette entre, dès les premières semaines de 1941, au réseau du Musée de l'Homme et collabore au journal *Résistance*, dont il devient rapidement le rédacteur-en-chef. En parallèle, un autre mouvement animé par le syndicaliste Christian Pineau se lance dans la publication d'un journal, *Libération*.

Dans la Zone sud, à Lyon, Henri Frenay fonde le Mouvement de Libération nationale et édite le journal *Vérités* à partir de septembre 1941. Il partage les idéaux de plusieurs personnalités réunies autour de François de Menthon ou de Pierre-Henri Teitgen (professeur de droit à l'université de Montpellier) qui dirigent le mouvement *Liberté* et diffusent une feuille clandestine du même nom. Le mouvement *Combat* qui fait paraître en décembre 1941 le premier numéro de son journal naîtra de la fusion du Mouvement de Libération nationale et de *Liberté*. Il devient alors le principal réseau de la Résistance de la Zone sud.

Le Parti communiste français est aussi très actif en lançant des campagnes d'affichage et de distribution de tracts massives dans les deux zones.

Les différents témoignages que vous allez recueillir montrent que la communication a joué un rôle essentiel dans la victoire contre l'Allemagne nazie souvent au prix de lourds sacrifices. Ces rédacteurs, imprimeurs, distributeurs de journaux clandestins, ces radios seront les hommes de l'ombre et les combattants de la communication souterraine. Ils ont lutté pour retrouver leur dignité et leur liberté.

En leur nom, merci à vous, lycéens et collégiens, qui par votre travail êtes des passeurs de mémoire.

Le président du Comité d'organisation du concours  
de la Résistance et de la Déportation  
Jean-Pierre HUGON

**Le thème du concours de la Résistance et de la Déportation 2012-2013 est :**

### **Communiquer pour résister, 1940-1945**

**On insistera sur l'importance de la communication pour les résistants. On étudiera le rôle joué par la presse clandestine, les tracts, la radio... dans leur combat. On pourra établir des liens avec des événements postérieurs qui ont montré l'importance de la communication dans la lutte pour la liberté.**

BO n°24 du 14 juin 2012.

Ce concours a pour objectif de perpétuer chez les jeunes Français la mémoire de la Résistance et de la Déportation afin de leur permettre de s'en inspirer et d'en tirer les leçons civiques dans leur vie présente. Le concours existe depuis 1961.

Le service éducatif du Centre Régional d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Castelnaud-le-Lez et les Archives départementales de l'Hérault vous présentent leurs ressources que vous pourrez consulter sur place. Les fonds sont riches de nombreux tracts, affiches, documents administratifs originaux qui permettent d'appréhender le thème en faisant un véritable travail d'histoire.

Les groupes d'élèves de collège et de lycée peuvent être accueillis aux Archives départementales (pierresvives, la Cité des savoirs et des sports pour tous) ou au centre de Castelnaud sur rendez-vous.

### **Pistes de réflexion sur le sujet**

Le sujet est très ouvert. Les enjeux civiques de ce thème apparaissent clairement en faisant référence aux valeurs de la Résistance et en menant avec les élèves une réflexion sur une des bases de la démocratie, le droit à la liberté de la presse, etc.

Dès les premiers mois de l'Occupation, le premier objectif de la Résistance est d'exprimer des idées mais aussi de réveiller l'opinion, de l'informer, de lui redonner courage et espoir. La rédaction et la distribution d'un tract ou d'une feuille clandestine constituent pour les premiers Résistants le plus sûr moyen de contacter ceux qui, comme eux, veulent « faire quelque chose ».

Il faudra montrer le fait que des hommes et des femmes prennent des risques considérables pour faire connaître les nouvelles que taisent la presse et la radio aux ordres du régime de Vichy. Malgré les dangers, des centaines de productions clandestines voient le jour en France qu'il s'agisse de simples tracts photocopiés artisanalement ou de feuilles ou journaux dactylographiés et ronéotypés qui constituent la presse clandestine.

Il paraît nécessaire de prendre en compte désormais la multiplication des médias : presse, radio, télévision et maintenant les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ils peuvent avoir des conséquences encore imprévisibles (par exemple, lors des révolutions arabes). L'information pour tous et chacun est un droit fondamental dans une démocratie.

Le concours de la Résistance et de la Déportation permet d'initier les élèves à un travail de recherche en autonomie, en privilégiant les démarches personnelles, la recherche de documents, en vue d'une approche historique du sujet. Ce projet doit aussi permettre de favoriser les rencontres avec des témoins.

## **Conseils pour la réalisation des devoirs individuels et collectifs**

L'épreuve individuelle portant sur le sujet académique est réalisée en classe sous surveillance. Durée : 3h 00 pour les lycées, 2 h 00 pour les collèges.

Les candidats ne disposent d'aucun document personnel pendant l'épreuve. Les sujets des devoirs individuels sont élaborés pour chaque académie par une commission présidée par un inspecteur d'Académie / I.P.R d'histoire-géographie désigné par le recteur. Elle est composée des jurys départementaux dont au moins un représentant des associations de résistants ou de déportés du département.

Pour les travaux collectifs, les candidats peuvent avoir recours à différents supports : dossier, cassette vidéo, cassette audio, cédérom... Les travaux ne doivent pas dépasser le format A3. La durée des enregistrements vidéo et audio ne doit pas dépasser 20 minutes. **La date du concours est fixée au vendredi 22 mars 2013.**

Il est nécessaire d'effectuer une présélection des copies et travaux collectifs au niveau de l'établissement. **Les copies et travaux collectifs sélectionnés sont à adresser à la Direction départementale des services de l'Éducation nationale de l'Hérault (voir contact au dos de la brochure) le vendredi 29 mars 2013 au plus tard.**

L'anonymat du devoir et des dossiers est indispensable.

Les groupes primés au titre des travaux collectifs sont représentés à la cérémonie de remise des prix par 4 élèves au maximum désignés par leur camarade.

La remise des prix aux lauréats départementaux se tiendra début mai 2013 au Conseil général.

# Ressources disponibles aux Archives départementales de l'Hérault et au Centre Régional d'Histoire de la Résistance et de la Déportation

Les ressources audiovisuelles et les ouvrages sont consultables à pierresvives-Archives départementales, les mardis et jeudis de 13h à 19h et les mercredis, vendredis et samedis de 10h à 19h. Il n'est pas nécessaire de prendre rendez-vous.

## I. Témoignages oraux :

- **André ALLÈGRE.** *Enseignant appartenant au comité de résistance Amsterdam-Pleyel, participe à la création du maquis Jean Grandel dans l'arrière-pays héraultais.*

### 4 AV 11 (document sonore)

12mn01 à 15mn10 : l'importance de l'appel du Général de Gaulle, son adhésion pour développer les actions du Front National de la résistance à Saint-Pons-de-Thomières – l'organisation de la distribution des tracts durant l'année 1944 : nom de code « carottes ».

- **Paulette AYOT.** *Entre 1942 et la Libération, Paulette Ayot est agent de liaison P1 au sein du Groupe Plutus, affectée à l'équipe « Faux-papiers ». Ses surnoms pendant la guerre : « Poulet » et « Corbeau ». Elle transporte ainsi de 1942 à la Libération, lettres, faux papiers, argent, armes. Elle assiste à un parachutage sur le plateau d'Assy (Haute-Savoie) et passe plusieurs fois la ligne de démarcation son fils à la main.*

### 2027 W 13 (document audiovisuel)

42mn30 à 43mn20 : sa rencontre avec M. Ayot, ses premiers actes de résistance en tant que messenger. Elle insiste sur la notion « de ne pas se connaître de trop ».

### 2027 W 14 (document audiovisuel)

2mn23 à 3mn15 : son activité de messenger.

8mn25 à 9mn05 : changement de la nature de ses missions, fin 1943-44 – évocation des parachutages.

13mn48 à 14mn55 : reprise de son activité de messenger à Paris – mention de ses différents contacts.

- **Édouard BAUR.** *FTP dans la région parisienne puis dans la Loire-Atlantique. Il a réussi à s'évader deux fois après ses arrestations.*

### 2027 W 09 (document audiovisuel)

28mn à 32mn41 : mis en contact avec d'autres résistants par le biais de Mme Mitivier, secrétaire dans l'usine où il travaillait – étant agent P23 de la résistance, il explique dans le détail l'organisation de son groupe – détails autour d'un rendez-vous au métro Picpus : son arrestation avec un autre résistant.

- **Bernard BONNAFOUS .** *Sous le nom de « Commandant Robin », de janvier 1943 à mai 1944, il est chef régional adjoint pour le Languedoc Roussillon. Puis Robin céda la place à Richard, nom sous lequel il devint, en mai 1944, chef des Forces Françaises de l'Intérieur pour le département de l'Aveyron*

### 2 AV 3680 (document audiovisuel)

3mn55 à 5mn32 : ses premiers pas dans la Résistance : la rédaction et la distribution d'un journal d'opposition – en contact avec le réseau de résistance Combat, le 23 avril 1943.

- **Émilienne BRELAZ.** *Résistante : agent de liaison entre les résistants français et des Anglais*

### 6 PRI 09 (document sonore)

Plage 3 : buraliste à Montpellier avec sa mère, elle expose son adhésion aux idées de de Gaulle, ses contacts avec des réfugiés anglais et son engagement comme agent de liaison « serva[nt] de boîte aux lettres »

*Plage 4* : son activité d'agent de liaison entre la Résistance française et un Anglais – l'importance de sa rencontre avec Denise Mitrali, alias Denise, attachée au Service évasion (avril 1942)

*Plage 7* : informations relatives à un réseau de renseignement anglais basé à Lyon – ses contacts avec cette organisation.

*Plage 8* : organisation du réseau de renseignement – récit de l'arrestation puis de l'exécution de l'un des jeunes membres du réseau.

- **René CAMPO.** *Résistant, membre du réseau Brutus, en poste sur Montpellier et Toulouse essentiellement.*

#### **6 PRI 9 (document sonore)**

*Plage 24* : description d'une de ses missions : récupérer des émetteurs destinés à des membres d'un réseau [...], les circonstances particulières de son entrée dans le réseau « Lucas » devenu plus tard le réseau « Brutus ».

- **Fernand CHABERT.** *Arrêté le 25 octobre 1940, Chabert est accusé de reconstitution de ligues dissoutes, distribution de tracts, menées antinationales. Faute de preuves, il est relâché le 21 janvier 1941 après avoir été interné au camp de Rivel. Dès sa libération, il se met à la disposition du Front national et organise dans l'Hérault les premiers groupes armés de FTPF. Affecté au groupe Jean Robert et Vincent Faita.*

#### **4 AV 9 (document sonore)**

*33mn35 à 34mn53* : son entrée en résistance, dès la dissolution du PC – son arrestation (25 octobre 1940) pour impression et distribution de tracts.

*38mn47 à 41mn17* : élaboration de journaux clandestins faits à la main dans la centrale de Nîmes – présence d'une résistance clandestine au sein des prisons – maintien des contacts avec la résistance extérieure.

- **Marie-Claire et Georges CHAMMING'S.** *Marie Claire, née Krebs, agent P2 au sein de la Résistance française. Elle rejoint le colonel Bourgoïn et ses parachutistes à Saint-Marcel (Morbihan). Elle va mener avec eux et les FFI un combat qui se terminera par son mariage avec le parachutiste FFL Georges Chamming's, de Madagascar*

#### **2027 W 72 (document audiovisuel)**

*7mn47 à 8mn10* : les activités dans le Renseignement du père de Marie-Claire Chamming's.

*14mn06 à 14mn58* : le père de Marie-Claire Chamming's envoie des documents en Angleterre dès le 15 juin 1940.

*18mn56 à 19mn55* : l'écoute assidue de Radio-Londres par père de Marie-Claire Chamming's

*26mn32 à 28mn11* : les difficultés pour Marie-Claire Chamming's pour entrer dans la résistance – son intégration au sein de l'organisation de l'OCMJ – sa connaissance de l'existence de réseaux.

*44mn30 à 45mn30* : Georges Chamming's explique l'importance de la radio pour transmettre les informations.

#### **2027 W 73 (document audiovisuel)**

*1mn06 à 10mn19* : Ses actions principales : la transcription des écoutes, puis la récupération de messages et l'impression de tracts – sa répugnance des rendez-vous clandestins dans les cafés – ses déplacements réguliers en province – les passages périlleux en zone libre – information précise sur ses rendez-vous à Lyon avec un intermédiaire de Londres.

*50mn21 à 51mn52* : Georges Chamming's rappelle l'importance des radios et des carnets de codage utilisés.

- **Paul DINNAT.** *Résistant et maquisard. C'est à son retour des Chantiers de la Jeunesse en 1941 qu'il décide de rejoindre la Résistance chez les jeunes communistes. De mars 1942 à 1943, il participe à des actions de sabotages, de distribution de tracts à Montpellier. Requis pour le STO, il rejoint la clandestinité dans le Gard et intègre un groupe FTP.*

#### **4 AV 8 (document sonore)**

*4mn56 à 6mn58* : en 1941, il intègre un groupe de résistants communistes – participe à la distribution de tracts... au sein de son chantier de la jeunesse. En 1942, il s'engage officiellement dans ce groupe de résistants.

*9mn40 à 11mn28* : il évoque brièvement son rapport avec le mouvement Combat et l'organisation de la manifestation du 14 juillet 1942 à Montpellier avec des slogans appelant à la résistance.



54mn09 à 11mn50 : il relate son retour dans le maquis : contacts, déplacements et rendez-vous.

### **2027 W 11 (document audiovisuel)**

45mn35 à 54mn33 : distribution de tracts appelant à la résistance dans son camp de jeunesse – sa participation à la manifestation du 14 juillet 1942 à Montpellier : préparatifs, composition du cortège, déroulement et bilan positif – 1942 : diffusion de tracts, créations de slogans

### **2027 W 12 (document audiovisuel)**

5mn07 à 5mn45 : fabrication de papillons et distribution de ceux-ci dans une salle de cinéma à Montpellier.

### **2027 W 30 (document audiovisuel)**

0mn15 à 3mn54 : organisation de la Résistance à Béziers et fonctionnement des rencontres entre résistants

- **Lucien FESTOR.** *Agent de renseignement au sein du réseau Gallia, il signe son engagement le 1<sup>er</sup> avril 1943 et est affecté comme agent P1 au renseignement. Il quitte le réseau le 15 octobre 1944 pour intégrer la Direction générale des Services Spéciaux (DGSS) puis la Direction générale des Études et Recherches (DGER).*

### **2027 W 59 (document audiovisuel)**

18mn18 à 20mn22 : son affectation au service du Renseignement en janvier 1943 – l'histoire de la création du réseau Gallia (évocation de Lili Neveu) et signature de son engagement en avril 1943.

27mn32 à 40mn06 : indication de son secteur géographique d'activité (de la rive gauche de la Durance à Barcelonnette) – explication des différents renseignements à recueillir et destinés aux services spéciaux anglais ou américains – le système de « contrôle » de ses renseignements par un autre réseau – détails sur le lieu d'échanges d'information du réseau – le recrutement de ses propres agents et sa prédilection pour les instituteurs – prise de renseignements sur les maquis sans jamais entrer en contact avec eux.

44mn02 à 44mn40 : les différentes techniques de transmission du courrier au sein du réseau – l'exemple de transmission via la fabrication de pain.

- **Bernard GROS.** *Agé de 15 ans en 1939, il entre spontanément en résistance et intègre le réseau Renard dépendant de la Confrérie Notre-Dame. Arrêté par la Gestapo le 25 février 1944, il est déporté au Struthof.*

### **2027 W 48 (document audiovisuel)**

32mn22 à 33mn40 : les contacts entre jeunes – le stockage de journaux clandestins – la distribution de tracts et du journal *Témoignage chrétien*.

38mn06 à 38mn50 : diffusion de tracts la nuit dans les boîtes aux lettres.

- **Gabrielle MAUZE-DUTRIEVOZ.** *Membre du Comité de Montpellier, Association nationale des anciens combattants. Engagée dans le Front national de la résistance pour la libération et l'indépendance de la France.*

### **4 AV 10 (document sonore)**

2mn35 à 5mn30 : elle évoque ses missions d'agent de liaison, ses contacts avec des organisations de résistants, avec Jean Moulin, Aragon, Georges Marane... Transmission de documents, impressions de journaux, plus codage d'informations.

- **Suzanne ORTS.** *En 1943, encore lycéenne, elle s'engage dans la Résistance gaulliste. Agent de renseignements du réseau Marco-Polo, elle s'occupe avec l'aide de sa mère (elle aussi membre du réseau.) de recueillir des informations sur les positions des défenses allemandes dans le Sud de la France. Arrêtée sur dénonciation en mai 1944, elle est déportée en camps de concentration.*

### **2 AV 03768 (document audiovisuel et retranscription intégrale)**

**Robert Rivière :** « et l'engagement de votre frère vous l'avez perçu tout de suite ? »

**Suzanne Ortz :** « Oui de suite, d'ailleurs je vais vous expliquer pourquoi. La première des choses qu'ils ont faites c'est de faire des tracts pour appeler les Mâconnais à la résistance, faire connaître l'appel de De Gaulle et comme j'étais là et que mon frère, bien sûr, c'était le grand frère, il m'avait chargé de polycopier les tracts c'est-à-dire que j'avais une pâte gélatineuse faite avec, je crois de la gélatine et de la glycérine dans un moule de biscuits « Brun » vous savez en fer. Là on imprimait cette pâte à l'envers et après on tirait des tracts, très peu parce que, on en tirait même pas une vingtaine, chaque fois il fallait recommencer. Comme c'était long et fastidieux, mon frère m'avait chargée de le faire. Et après, à bicyclette, j'allais déposer ces tracts dans les boîtes aux lettres des Mâconnais. » [...]

**Au sujet de son action dans la résistance :** « toujours j'avais le contact et ils ont pensé qu'une petite jeune fille à bicyclette passerait plus facilement inaperçue qu'une personne. On m'a embauchée, si l'on peut dire, pour faire agent de liaison entre un sous-officier qui s'appelait Meyer, qui n'était pas clandestin, qui habitait Mâcon et qui dirigeait un peu le maquis. Alors, j'allais le trouver une fois par semaine, à la sortie de la messe, et il me donnait des ordres, il me disait ce qu'il fallait faire, je lui portais des papiers si j'avais à lui en porter, parce que j'allais chercher de fausses cartes d'identité à Saint-Laurent-les-Mâcon, des fausses cartes d'alimentation, parce qu'il fallait nourrir tous ces jeunes. »

**Robert Rivière :** « qui faisait ces faux papiers, ces fausses cartes ? »

**Suzanne Ortz :** « je ne les connaissais pas. Moi j'allais à un endroit, on me disait tu vas à tel endroit on te remettra un paquet, je prenais ce paquet et je le remettais à ce monsieur Meyer, son nom de guerre c'était Robin»

**Son action au sein du réseau Marco Polo.**

- **Evelyne PEYRONEL.** *Nom de code « Jacqueline », engagée dès 1941 dans la résistance audoise, elle fait passer la frontière espagnole à des centaines de clandestins avant d'être recrutée comme agent de liaison dans le réseau américain Akak.*

### **2 AV 3777 (document audiovisuel)**

2mn45 à 3mn45 : évocation détaillée de ses déplacements en train et du transport de messages.

25mn55 à 27mn17 : explication autour de décodage d'un message radio de Londres au sujet du parachutage d'un Anglais.

- **Yolande THEULE-BACQUET.** *Résistante au sein du réseau Cotre-Tramontane et agent de renseignement P1.*

### **2027 W 87 (document audiovisuel)**

22mn45 à 36mn42 : L'entrée progressive dans la Résistance de Yolande Bacquet et de son père Ferdinand Theule (1942). Elle raconte comment son père était fiché comme « gaulliste dangereux » et qu'il était surveillé par les Allemands, qu'il écoutait Radio-Londres et qu'il fabriquait des tracts dans son magasin en 1942. Elle détaille son activité de distribution de tracts et du journal *Combat* dans les boîtes aux lettres.

47mn50 à 52mn31 : son intégration au réseau Cotre-Tramontane, son engagement comme agent de liaison et de renseignement, son rôle d'agent P1 : elle récupérait et transportait du courrier aux docks méridionaux de Béziers.

- **Marcel TITRAN.** *Premiers actes de résistance en 1942 et entrée au maquis Bir-Hakeim en 1944*

### **2027 W 75 (document audiovisuel)**

20mn28 à 22mn41 : ses premiers actes de résistance : distribution de tracts avec un ami, Robert Chevalier.

27mn09 à 27mn24 : la distribution de tracts, activité qui dura une année.

**Les témoignages oraux sont consultables dans les collections suivantes :**

**2 AV :** Fonds du Vidéo Animation Languedoc (VAL)

**4 AV :** Fonds des pièces sonores isolées

**2027 W :** Collecte réalisée par les Archives de l'Hérault auprès d'anciens résistants et/ou déportés de l'Hérault.

**6 PRI :** Collection d'archives numériques du Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Castelnaud-le-Lez

## II. Ouvrages

- Jorris Alric**, *L'Organisation de Résistance de l'Armée en Languedoc-Roussillon (R3)*, Montpellier, Centre d'Histoire Militaire et d'Etude de Défense Nationale, 1995, (CRHRD R ALR)
- Jean-Pierre Azéma, François Bédarida**, dir., *Le régime de Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992 (SA 1366)
- Jean-Pierre Azéma, François Bédarida**, dir., *La France des années noires (2 tomes)*, Paris, Ed. du Seuil, 1993 (BIB 1606-BIB 1607)
- Vincent Badie**, *Vive la République ! Entretiens avec Jean Sagnes*, Toulouse, Privat, 1987 (CRC 570 ; BIB 2676 ; BIB 2718 ; BIB 3134)
- Marc-Olivier Baruch**, *Le régime de Vichy*, Paris, La Découverte, 1996 (ARC 1452)
- Robert Belot**, *Les Résistants. L'histoire de ceux qui refusèrent*, Paris, Larousse, 2006 (CRHRD R BEL)
- François Berriot**, *La France Libre, la Résistance et la Déportation (Hérault, Zone Sud). Témoignages*, Paris, L'Harmattan, 2011 (CRHRD H BER)
- Marc Bloch**, *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, Paris, Gallimard, 1990 (BIB 1580)
- Marc Bloch**, *L'Histoire, la guerre, la Résistance*, Paris, Gallimard, 2006 (BIB 1564)
- Martin Blumenson**, *Le réseau du Musée de l'Homme. Les débuts de la résistance en France*, Paris, Ed. du Seuil, 1979 (CRHRD R BLU)
- Philippe A. Boiry**, *Les jeunes dans la Résistance*, Périgueux, Pilote 24, 1996 (CRHRD R BOI)
- Gérard Bouladou**, *L'Hérault dans la Résistance : 1940 – 1944*, Nîmes, Lacour, 1992 (CRHRD R BOU)
- Gilberte Brossolette**, *Il s'appelait Pierre Brossolette*, Paris, Albin Michel, 1976 (CRHRD R BRO)
- Rémy Cazals**, *Tracts & Journaux Clandestins 1940 – 1944*, Carcassonne, Archives de l'Aude, 1992 (CRHRD R CAZ)
- Michèle Cointet, Jean-Paul Cointet**, dir., *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000 (BIB 112)
- Michèle Cointet**, *Nouvelle histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 2011 (BIB 4825)
- Pierre Copernik**, *L'ABCdaire de la Résistance*, Paris, Flammarion, 2001 (CRHRD R COP)
- Marie-Louise Coudert**, *Elles. La Résistance*, Paris, Messidor/Temps actuels, 1983 (CRHRD R COU)
- Nicole Chatel**, *Des Femmes dans la Résistance*, Paris, Julliard, 1972 (CRHRD CHA)
- Christian Delporte**, *Images et politiques en France au XXe siècle*, Paris, Nouveau Monde, 2006 (BIB 1766)
- Gabrielle Ferrières**, *Jean Cavailès. Un philosophe dans la guerre. 1903-1944*, Paris, Ed. du Seuil, 1982 (CRHRD R FER)
- Marie Granet**, *Les jeunes dans la Résistance. 20 ans en 1940*, Paris, France-Empire, 1996 (CRHRD R GRA)

**Joseph Lanet**, *Mémoires de Résistance. La création et l'organisation de l'Armée secrète à Béziers, Saint-Pons, Bédarieux et Narbonne*, Editions Delatour / Conseil général de l'Hérault, 2010 (BIB 3123)

**Jean-François Muracciole**, *Histoire de la France libre*, Paris, PUF, 1996 (BIB 335)

**Jean-François Muracciole**, *Les Frances libres : l'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009 (BIB 3010)

**Jean Sagnes (avec la collaboration de Jules Maurin)**, *L'Hérault dans la guerre*, Le Coteau, Ed. Horvath, 1986 (CRC 528)

## Table des documents d'archives

Le 10 juillet 1940, les parlementaires réunis à Vichy donnent très largement les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Immédiatement, il supprime la Troisième République et met en place l'Etat français, basé sur une nouvelle politique : la Révolution nationale. Les valeurs républicaines Liberté, Egalité, Fraternité sont rejetées au profit d'une idéologie célébrant le Travail, la Famille et la Patrie. Un régime autoritaire s'établit dès l'été 1940. Les premiers résistants, réunis autour du général de Gaulle à Londres, ou s'efforçant de s'organiser sur le territoire national notamment par l'entremise du Parti communiste français, se heurtent à un pouvoir intransigeant qui n'a pas hésité à légitimer la Collaboration avec les nazis lors des accords de Montoire.

Les tentatives de communication menées par les résistants s'avèrent une tâche délicate. Les moyens utilisés sont dans un premier temps très artisanaux. Au fil du déroulement de la guerre, et notamment grâce à l'appui des Alliés, la communication se modernise. Elle n'en reste pas moins clandestine et dangereuse.

### Documents 1, 2, 3 et 4

#### **Communiquer : une activité sévèrement punie – ADH, 1000 W 240 ; 1000 W 242**

Dès l'automne 1940, les préfetures prennent des arrêtés stipulant que « l'émission, la propagation et la distribution de tracts communistes ainsi que la complicité en ces matières entraîneront l'internement administratif ». Dans les faits, la mesure concerne toutes les personnes osant rédiger un document qui n'est pas visé par les fonctionnaires du régime de Vichy. On les assimile alors à des « terroristes ». L'écoute des émissions radiophoniques de langue anglaise et plus largement des émissions faisant de la « propagande antinationale » est interdite. De plus, les commerçants ne peuvent plus vendre sans un scrupuleux contrôle appareils de duplication, papier... La censure s'installe. La diffusion de la presse étrangère est interdite.

### Documents 5 et 6

#### **Le règne de la censure – ADH, 1000 W 240 ; 1000 W 241**

Les journaux hexagonaux doivent faire lire leurs articles à une direction du contrôle de la presse installée dans les différentes régions. Dans chacun des départements, le chef de la censure lit les articles proposés par les rédacteurs en chef des journaux et prononce les interdictions. Tous les organes de presse disponibles dans les kiosques durant cette période ont accepté les orientations imposées par le maréchal Pétain. Dans l'Hérault, les deux principaux journaux nés durant la Troisième République, *Le Petit Méridional*, de tendance radical-socialiste et *L'Éclair*, le dernier grand quotidien royaliste de province, se soumettent à la censure et soutiennent la politique de la Révolution nationale. Les rédacteurs en chef peuvent parfois regretter les décisions prises par les autorités à leur encontre. Leur intervention ne fera pas plier le chef de la censure. Il a même le pouvoir de donner un avis négatif quelques minutes avant l'impression. Ce qui aura pour conséquence de voir paraître des journaux comportant une colonne blanche dans laquelle est notée le nombre de lignes censurées (exemple avec l'hebdomadaire *Marianne* paru le 28 août 1940).

# Comment communiquer malgré tout ?

## I - La communication orale

### Document 7

#### Le bouche à oreille – ADH 1000 W 228

Les lettres de délation se multiplient. Elles sont un catalyseur de haines. La plupart des auteurs s'adressent directement à l'homme providentiel que représente alors le maréchal Pétain. Celui que l'on vénère depuis la Première Guerre mondiale est érigé par les services de la propagande comme le « sauveur de la Patrie ». Face à la crise de confiance générale, la population voue une confiance sans borne au nouvel homme fort du régime auquel on n'hésite pas à se confier. Ses admirateurs lui signalent tous les individus suspects ne respectant pas la ligne dominante.

Un ouvrier des usines Fougà à Béziers dénonce un de ses collègues qui « fait route » avec lui. Il s'insurge en expliquant : « il me fait chaque fois de la propagande pour des réunions communistes », organisées « en cachette ». Le bouche à oreille constitue un moyen majeur pour résister face à l'oppression. Les autorités ne peuvent pas facilement le contrôler.

### Document 8

#### Le succès de la radio – ADH, 1 M 367 ; 1000 W 223

Le général de Gaulle comprend très rapidement le rôle majeur joué par les postes de radio pour les opérations de propagande. Le 18 juin 1940, il lance son fameux appel à la BBC et régulièrement distille des messages pour rassurer les populations, les informer et les mobiliser. Les messages peuvent être codés (exemple : le message annonçant le débarquement). L'écoute de la radio clandestine (voir le poste de radio « Dalton ») permet à la population de se rassembler car les postes récepteurs ne sont pas très nombreux à cette époque. Les résistants utilisent aussi des postes-émetteurs récepteurs en morse, comme la radio « Biscuit » ou le poste récepteur BBZ. Les messages peuvent provoquer de vives discussions au sein même des familles. Les responsables de l'État français ne supportent pas qu'un canal clandestin émette. Ils traquent les habitants intéressés par des voix discordantes. Les forces de l'ordre s'appuient sur des relais pour agir. La Légion française des combattants constitue un maillon essentiel dans le dispositif de contrôle de la population. Cette structure créée par le nouveau régime pour unir les anciens combattants derrière le « sauveur de la Patrie » reçoit l'ordre d'être les « yeux et les oreilles » de Pétain sur tout le territoire. Les légionnaires épient et dénoncent les habitants récalcitrants. Les lettres de délation s'entassent sur les bureaux des autorités en charge de la répression. L'amiral Darlan va ainsi recevoir cette lettre d'un viticulteur de Saint-Géniès-le-Bas qui lui « signale la propagande ignoble que font certaines personnes du village, lors des émissions du poste de TSF gaulliste de Londres à huit heures et quart du soir ».

### Documents 9 et 10

#### La chanson ou l'usage de la moquerie en politique – ADH, 1000 W 224

Dès le XIXe siècle, on utilise la chanson populaire en la détournant, lors des campagnes électorales. Par ce biais, on vantera les mérites d'un candidat ou au contraire on l'utilisera pour s'en moquer. Nous trouvons dans les archives quelques traces de ce procédé. En novembre 1941, un inspecteur de Carcassonne stipule dans un rapport qu'il a trouvé la copie d'une chanson « gaulliste » dans les poches de deux jeunes résistants. Ils ont repris une chanson très connue dans la région de Lille, « Le p'tit quinquin », en mettant en scène l'héroïsme de de Gaulle, tout en dénigrant les partisans de Pétain et de Laval « qui ont vindu la France et nos soldats ».

## **II - La communication écrite : tracts et presse clandestine**

### **Documents 11 et 12**

#### **Les tracts : une production artisanale – ADH, 18 W 100 ; 796 W 28**

Les résistants vont également utiliser l'écrit pour communiquer. La fabrication artisanale de tracts sera le moyen le plus répandu par les différents réseaux. Ils doivent en permanence prendre des précautions pour échapper aux mailles du filet pétainiste. Quand la police arrête des suspects, elle décrit avec précision les pièces saisies dans les perquisitions. Nous voyons ainsi le matériel utilisé pour confectionner des supports de propagande. Les individus bravant de tels interdits ont également bien des difficultés à trouver les produits, le papier, les machines nécessaires pour délivrer un message contraire à celui donné par les défenseurs du régime. La qualité des papiers et des vues est médiocre, comme l'attestent les exemplaires de journaux conservés.

### **Documents 13, 14 et 15**

#### **Des techniques rédactionnelles différentes – ADH, 1000 W 424 ; 1000 W 223 ; 1000 W 224**

Parmi toutes les pièces saisies, il est facile de distinguer les tracts écrits à la main. Ils sont jetés dans la rue ou collés sur les murs des communes. Ils peuvent être rédigés par des individus isolés, par des organisations politiques... Le tract retenu, écrit par « la section des jeunesses communistes », est intitulé : « un scandale à Montpellier ». Il met l'accent sur les difficultés du ravitaillement. Elles sont particulièrement criantes dans l'Hérault qui se trouve au cœur d'une région dominée quasi-exclusivement par la culture de la vigne. La population s'insurge au quotidien contre les dysfonctionnements de l'administration en charge de cette question, contre le manque de tickets de rationnement, contre les détournements des denrées alimentaires... Dans le tract sélectionné, une phrase résume le malaise général : « nous en avons assez de crever de faim ».

A côté de la question alimentaire, il existe des tracts mettant en scène des dates symboliques de l'Histoire de France. Certains résistants font un parallèle entre l'époque présente et la période pré-révolutionnaire. Ils en appellent aux « citoyens », aux « patriotes » et débute leurs textes ainsi : « A l'exemple des patriotes qui le 14 juillet 1789 envahirent la Bastille ». Les rédacteurs comparent l'attitude des résistants à celle des révolutionnaires mobilisés contre la monarchie. Ils cherchent ainsi à créer un climat insurrectionnel en espérant entraîner dans leur sillage tout le peuple opprimé par les « boches » et le gouvernement de Vichy.

Parmi les techniques rédactionnelles originales repérées dans les fonds d'archives, se trouve la pétition. Il s'agit de signer un imprimé pré-inscrit destiné au président Roosevelt. Il vise à répondre à un message prononcé par cette personnalité politique le 10 mai 1941 qui commence par ces mots : « je me refuse à croire que le peuple français accepte librement de collaborer avec un pays qui l'écrase économiquement, moralement et politiquement... ». Les résistants à l'origine de ce tract demandent à la population de mettre leurs noms, leurs signatures sous la réponse indiquée par leurs soins : « le peuple français ne veut pas collaborer ». Ils doivent dans un second temps l'envoyer au consulat ou à l'ambassade des États-Unis. Par cette initiative, ils entendent montrer aux Alliés qu'une grande partie de la société déplore cette situation d'inféodation et compte sur la détermination du président américain pour déclencher une riposte appropriée.

### **Documents 16, 17, 18, 19, 20 et 21**

#### **Les papillons : une production rapide et efficace – ADH, 1000 W 223 ; 1000 W 224 ; 1000 W 424**

Les étiquettes collées sur divers supports (murs, panneaux de bois...) par les réseaux refusant les directives autoritaires sont nombreuses. De petits formats, écrits à la main, les papillons se présentent soit sous la forme d'un slogan (« Vive de Gaulle, vive la France libre » ; « Lisez Combat, organe de libération française »... ) ; soit sous la forme d'un texte bref et percutant (« Du pain, du lait pour nos enfants ! Nous voulons des chaussures, des vêtements ! Rien pour les boches »...).

La caricature est employée pour dénigrer par exemple la politique de Collaboration. La légende (« Décidément, quelle bonne vache à lait nous avons trouvé là ») stigmatise les orientations privilégiées par Pétain, accusé de capituler face à Hitler. Le recours au dessin constitue une arme redoutable pour toucher toutes les couches de la population. Comme dans l'élaboration des tracts, les références

historiques nourrissent la prose des rédacteurs de papillons. Par exemple, l'emblématique Napoléon 1<sup>er</sup> est mis en avant. On met en scène une citation attribuée à cette figure légendaire (« Vivre dans la défaite, c'est mourir tous les jours ») afin que les lecteurs prenant connaissance de ces mots réagissent face la situation d'oppression qu'ils vivent au quotidien.

Au fil de la guerre, notamment grâce à l'aide matérielle apportée par les Alliés, les papillons se modernisent. Ils reproduisent des photographies emblématiques (le général de Gaulle en tenue militaire), des signes de reconnaissance qu'il est nécessaire de populariser (la Croix de Lorraine) ou encore détournent les emblèmes ennemis (la Croix gammée) en y intégrant le nom de Laval, afin de discréditer sa politique. Cela permet aux citoyens de s'approprier les signaux lancés par la France libre.

Faciles à réaliser, les papillons sont sans cesse déchirés par les forces chargées du maintien de l'ordre (aidées par les admirateurs du pétainisme) qui pistent les responsables de ces actes délictueux, difficiles à trouver. Durant toute la période, les étiquettes fleurissent en permanence sur les murs des villes en scandant des appels multiformes à la contestation de l'ordre en place.

## **Documents 22 et 23**

### **Des journaux interdits entrent en clandestinité : l'exemple du *Travailleur du Languedoc* – ADH, 1000 W 223**

La Résistance s'appuie également sur la presse pour travailler l'opinion. Le journal fait partie de la vie quotidienne des gens. L'ancrage de la démocratie et les progrès techniques ont permis l'essor de journaux bon marché, utilisant la couleur, qui traitent de l'actualité locale, nationale et internationale. Toutes les forces politiques ont un quotidien ou un hebdomadaire. Les départements méridionaux n'échappent pas à cette règle. Parmi tous les courants représentés, le Parti communiste français, très puissant à l'époque, fonde *Le Travailleur du Languedoc*. Il se définit comme « l'organe du bloc ouvrier et paysan ». En pointe dans la lutte contre le fascisme durant l'entre-deux-guerres, il est interdit de paraître sous le régime de Vichy. Tous les journaux républicains et démocratiques refusant de se plier aux diktats en vigueur subissent un sort identique. La plupart disparaîtront définitivement. Il prend le risque d'agir dans la clandestinité. L'édition rédigée de manière très rudimentaire, à la fois manuscrite et ronéotypée, est fréquemment proposée aux citoyens sous le manteau. Durant cette époque tendue, l'organe de presse annonce à ses lecteurs l'objectif à atteindre en mentionnant sous le titre principal : « Terre d'Oc... terre de liberté ».

## **Documents 24, 25, 26, 27 et 28**

### **Des naissances en clandestinité : *Libération*, *Combat*, *Cahiers de Témoignage chrétien* – ADH, 1000 W 223 ; 1000 W 224 ; 1000 W 226 ; 1000 W 238 ; 1000 W 240 ; 1000 W 424**

De nombreuses feuilles clandestines naissent. *Combat* est le titre le plus connu. Il résulte de la fusion des journaux *Liberté* et *Vérité*. Se présentant comme « l'organe du Mouvement de libération française », il est animé par une équipe de rédacteurs mobilisés durant le conflit pour faire échouer les orientations prônées par l'État français. Henry Frenay, Georges Bidault, Pierre-Henri Teitgen figurent parmi les principales plumes d'un vecteur essentiel de la parole de la France libre. En décembre 1942, le titre proposé résume parfaitement leur stratégie : « un seul chef : de Gaulle ». « Organe des forces de résistance française », *Libération* poursuit une voie identique, tout comme *Défense de la France*. Les *Cahiers de Témoignage chrétien* sont un opuscule édité pour la première fois en novembre 1941 qui remet en question les idées répandues par les tenants de « l'ordre nouveau ». Cinquante-trois cahiers sont publiés selon une approche thématique. Ainsi, en février et mars 1942, le numéro s'intitule : « les racistes peints par eux-mêmes ». Les *Cahiers* incarnent une « résistance spirituelle ».

## **Documents 29 et 30**

### **Les cibles visées – ADH, 1000 W 227**

Pour toucher toutes les couches de la population, les journaux clandestins n'hésitent pas à se diversifier. Ils ciblent des catégories : les anciens combattants, la jeunesse, les femmes... C'est ainsi que l'on voit émerger *L'Humanité de la femme*. La Résistance entend donner un rôle précis dans les opérations de propagande à toutes les bonnes volontés. Au fil du temps, ces actions ciblées vont

permettre de mobiliser largement une population de plus en plus désemparée par l'évolution de la guerre, les privations répétées...

### **Document 31**

#### **Le rôle des journaux édités dans les pays frontaliers – ADH, 1000 W 239**

Interdits par les autorités, les journaux imprimés dans les pays voisins de la France arrivent par des canaux divers à circuler sur tout le territoire. Les citoyens abreuvés par la communication officielle trouvent ainsi une échappatoire. Ils se forgent une nouvelle vision de la réalité du conflit à l'échelle mondiale. Les résistants encouragent la diffusion de ce type de publication qui ne peut que servir leur combat. *La Tribune de Genève* en donne un bon exemple. Saisi chez un commerçant de Montpellier, le quotidien évoque la bataille aérienne qui fait rage en juin 1942 chez les voisins anglais et allemands. Un fait de guerre passé totalement sous silence en France.

### **Documents 32, 33 et 34**

#### **Le dessin de presse : une arme politique – ADH, 1000 W 237 ; 1000 W 238**

Les tracts ne sont pas les seuls supports sur lesquels fleurissent des dessins. Les rédacteurs des journaux clandestins saisissent l'importance de cette arme politique pour toucher les masses. Les dessinateurs doivent trouver un angle d'attaque pertinent. Il peut être fonction de l'actualité. *La Marseillaise*, l'hebdomadaire du Mouvement de Libération nationale de la région du Sud-Est, fait paraître dans le numéro du 14 juillet 1944 un dessin qui compare le combat des résistants à celui des révolutionnaires de 1789. D'autre part, la plume peut s'avérer corrosive en ces temps de Collaboration quand elle livre une caricature d'un Hitler hargneux armé d'un pistolet et d'un couteau sur la lame duquel on trouve écrit : « ordre nouveau ». Ce croquis se trouve dans *L'Humanité* du 2 juillet 1941. Enfin, elle peut se révéler didactique et mobilisatrice lorsque *La Marseillaise* (juin 1944) veut démontrer au lectorat que « la tache nazie s'efface » en mettant en parallèle deux cartes de l'Europe de 1942 et de 1944. Il est facile de voir d'un coup d'œil que la pression exercée par les Alliés se concrétise sur le terrain.

## **III - L'image**

### **Documents 35 et 36**

#### **L'impact des inscriptions murales – ADH, 1000 W 224 ; 1000 W 225**

Comme les papillons, les inscriptions murales sont à la fois efficaces et éphémères. Elles marquent les passants surpris de voir que leur environnement immédiat est bouleversé par de la peinture fraîche célébrant un héros clandestin ou dénigrant une personnalité officielle. Les « années noires » sont particulièrement propices à ce type d'exercice. De nombreux rapports de police relatent ces actes de contestation sévèrement punis par le régime en place qui s'empresse d'effacer quotidiennement les inscriptions considérées comme séditeuses. Dans la tourmente de la guerre, parfois des enfants franchissent le pas. C'est le cas le 6 décembre 1941 à Montpellier. Un élève de sixième a été surpris en train de faire des V de la victoire sur les murs d'immeubles. Les traces peuvent être beaucoup plus explicites. Neuf mois plus tôt, dans la même localité, des gardiens de la paix ont signalé à leur hiérarchie que l'inscription « Vive de Gaulle » avait été écrite sur le pont de la promenade du Peyrou.

### **Documents 37 et 38**

#### **Le choc des photos – ADH, 1000 W 223 ; 1000 W 224 ; 1000 W 424**

Le perfectionnement et l'élargissement des moyens techniques, basés sur l'image, représentent une forme de révolution. Les nouvelles possibilités offertes par la photographie et sa reproduction sous forme d'affiches placent l'image au centre du dispositif. Dans un premier temps, durant l'épreuve de la guerre, des artisans photographes distribuent discrètement les images des figures de la Résistance dans les boîtes aux lettres ou discréditent des personnalités en place (en écrivant par exemple « sur le képi de l'amiral Darlan : le vendu »). La carte postale peut aussi jouer ce rôle. Une carte postale représente une image de Joffre terrassant les Allemands durant la Grande Guerre et le texte signale



qu'aujourd'hui il donne sa confiance « au traître Laval ».

**Documents 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 45**

**L'aide déterminante des Alliés : un tournant dans la communication de la Résistance – ADH, 1000 W 424 ; 1000 W 237 ; 1000 W 238**

Au fil des années, grâce à l'aide précieuse des Alliés, des portraits fabriqués par des professionnels de la communication circulent. L'usage de la couleur devient la règle. Ils permettent à la propagande clandestine d'être enfin à la hauteur des supports proposés par les services du gouvernement en place. Le général de Gaulle en est le grand bénéficiaire. Son portrait en homme de guerre et ses discours (tout particulièrement l'appel du 18 juin 1940) sont omniprésents dans les campagnes orchestrées par la France libre. Elles l'aident à consolider sa légitimité.

Par des survols fréquents, la Royal Air Force jette des ballons lanceurs de tracts que les autorités s'efforcent d'intercepter. Certains documents visent à donner de précieux conseils aux combattants de l'ombre pour manier les explosifs et les armes anglaises ou allemandes. D'une manière générale, les Français voient tomber du ciel des brochures richement illustrées témoignant d'une maîtrise totale de l'art de la persuasion politique. Elles mettent en scène l'arsenal militaire des Alliés, leur poids politique ou encore les personnalités phares (de Churchill à Eisenhower) engagées sur tous les fronts pour faire capituler les forces de l'Axe. Ces bombardements massifs de documents de propagande servent à informer, à rassurer et à mobiliser un peuple français étouffé depuis l'été 1940 par la communication officielle.

**Ce dossier ainsi que les documents présentés sont consultables et téléchargeables sur le site internet**

<http://pierresvives.herault.fr/>

onglet : Archives départementales, rubrique Apprendre et se divertir/concours de la Résistance et de la Déportation

## TÉMOIGNAGE

### **Le courage d'une jeune lycéenne : Suzanne Orts**

*Suzanne Orts est née à Sète le 12 avril 1927 et est lycéenne lorsqu'elle s'engage dans la Résistance. En effet, son frère, Rolland, fait alors partie d'un groupe de lycéens qui distribuent des tracts « gaullistes ». Mais ceux-ci sont arrêtés en 1941. Suzanne n'abandonne pas pour autant et devient, en 1943, agent de liaison du réseau lyonnais « Marco Polo ». Cependant, elle est arrêtée le 21 mai 1944 à Perpignan et est déportée à l'âge de 18 ans avec sa mère. Elles sont alors envoyées au kommando de Hasag-Leipzig, camp extérieur de Buchenwald et usine d'armement. Elles sont rapatriées en France le 18 mai 1945.*

« [...] un groupe se constitue, au mois de juillet [1940]. Aucun des participants n'a entendu l'appel du général de Gaulle à Radio Londres, mais ils en connaissent le contenu, puisque le texte a été publié, une fois, par les journaux. Ils décident, dans un premier temps, de le diffuser, et la pré-adolescente que je suis alors est chargée de le reproduire, à l'aide de cette plaque en pâte gélatineuse qui sera utilisée dans les écoles primaires jusque vers 1950 et qui permet d'obtenir une trentaine d'exemplaires d'une même page, dactylographiée ou transcrite à la main sur une sorte de stencil » (page 109)

« [...] la diffusion des tracts « gaullistes » s'amplifie, dans le milieu lycéen puis dans l'ensemble de la ville [de Mâcon], durant tout l'hiver 1940-1941. A la fin du printemps 1941, la police de Vichy est contrainte de réagir : en effet, des extraits d'un discours de Roosevelt, accompagnés d'un appel à la résistance contre l'occupation allemande et contre la politique de collaboration conduite par le gouvernement de Vichy, sont diffusés dans Mâcon en plusieurs centaines d'exemplaires. » (p.109)

« En novembre 1942, les Allemands envahissent la zone Sud : notre vie change alors totalement. Rolland vient régulièrement nous voir à Mâcon, depuis Lyon où il participe à diverses actions de Résistance : distribution de journaux clandestins, rédaction de tracts, propagande auprès de l'École des Arts et Métiers de Cluny et de la Faculté de Grenoble, évacuation d'aviateurs alliés parachutés

ou dont les avions ont été abattus sur le territoire national... » (p.111)

« Cette équipe travail en secret, trouve des contacts et distribue des journaux clandestins, rédige des tracts, établit des filières, évacue des aviateurs alliés parachutés ou abattus vers l'Espagne...et commence ce travail de sape qui amènera un jour l'effondrement de l'Allemagne. » (p.136)

Extrait de **François Berriot**, *La France Libre, la Résistance et la Déportation (Hérault, Zone Sud). Témoignages*, Paris, L'Harmattan, 2011

### **Liberté : un des premiers journaux clandestins de la Résistance**

Rémy Rouve en assure la rédaction avec Roger Nathan Murat.

Les dix numéros mensuels de *Liberté* diffusés majoritairement au cours de l'année 1941 ont été imprimés à Marseille : les deux premiers numéros avec des moyens de fortune par le cousin de François de Menthon, Gérard du Jeu, puis, après son arrestation et sa condamnation à plusieurs mois de prison, par le beau-frère même de François de Menthon, enfin par de véritables imprimeurs, résistants et courageux, Moussion et Martenousque qui tirèrent chaque numéro à 50 000 exemplaires.

L'approvisionnement en papier soulevait bien des difficultés : elles ont été résolues par des industriels et des éditeurs qui, ayant droit à un contingent, grossissaient leurs demandes et livraient leur surplus.

### **Extrait du numéro 1 du journal *Liberté* du 25 novembre 1940 :**

*« Notre combat*

*Répétons-le. Nous ne sommes au service que de la France, nous ne nous battons que pour l'unité française, pour l'indépendance française, pour la grandeur française.*

*L'unité française n'existe plus. Elle n'existe plus matériellement, puisque les deux tiers du pays et sa capitale sont occupés par l'ennemi. Elle n'existe plus dans les esprits puisque les partisans conscients ou inconscients de l'ennemi sont partout à l'œuvre pour nous asservir définitivement au vainqueur. Jamais la France n'a été moralement aussi divisée, puisque le désaccord porte sur l'essentiel, à savoir si la France continuera ou non d'être la France.*

*Il s'agit donc de refaire l'unité française, de la refaire dans le fer et dans le sang s'il est nécessaire, de la refaire dans la vérité et dans l'indépendance.*

*Est-il besoin encore de répéter que cette indépendance n'existe plus, même en zone dite libre, puisque le contrôle de l'ennemi s'exerce sur notre gouvernement, sur notre radio, sur notre presse. Lorsque le gouvernement parle ou agit, nous ne savons jamais s'il parle ou agit en tant que gouvernement français, ou sur l'ordre de l'ennemi. L'État français n'est plus souverain, puisque les lois françaises doivent être visées par l'ennemi, puisque la police française reçoit les instructions de la Gestapo, puisque les discours et les actes de son gouvernement lui sont souvent dictés par l'ennemi. Nous respectons tout effort sincère de redressement et de réformes.*

*Nous savons qu'à côté des profiteurs et des mercantis de la défaite, à côté des tartufes et des vils partisans qui ne cherchent dans le malheur de la patrie que l'assouvissement de vengeances mesquines ou la satisfaction de leurs pauvres ambitions, il est des hommes admirables de courage et de générosité qui ne cherchent qu'à servir la Patrie en sauvant au jour-le-jour ce qui peut être sauvé.*

*Mais notre tâche à nous est différente. Par-delà, les difficultés quotidiennes auxquelles nos gouvernants doivent faire face sous la botte allemande, nous voulons rendre à la France sa liberté.*

*Et pour cela d'abord refaire l'unanimité de la pensée française. Cette unité ne peut se reconstituer que contre l'ennemi et contre Le parti de l'ennemi.*

*Nous ne permettrons pas que l'on vante impunément la générosité du vainqueur, que l'on « collabore » avec l'Allemand pour lui permettre la victoire finale, que l'on nous isole définitivement de la Grande-Bretagne et des États-Unis, que l'on proclame la responsabilité de la France dans le déclenchement de la guerre, que l'on accepte la suzeraineté allemande, que l'on renonce à Metz et à Strasbourg, que l'on façonne l'âme française et les institutions française sur le modèle nazi.*

*En zone occupée, l'Allemand s'est chargé de refaire l'unité française. En zone « contrôlée », le gouvernement ne le peut pas puisqu'il n'est libre ni de ses paroles, ni de ses actes. Cette tâche est la nôtre ».*

Dossier réalisé par les Archives départementales de l'Hérault

*Rédaction* : Philippe Secondy, Françoise Couderc

*Recherches documentaires* : Philippe Secondy, Catherine Depommier-Cotton (fonds sonores et audiovisuels)

*Reproductions photographiques* : Carole Renard, Christophe Cordier

*Coordination générale* : Ghislaine Bouchet

Avec la participation du Comité d'organisation du Concours national de la Résistance et de la Déportation (président Jean-Pierre Hugon), et de Françoise Couderc, professeur du service éducatif du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Castelnau-le-Lez.

Édité par le Conseil général de l'Hérault/Département Archives et Mémoire/Mise en page et impression Atelier départemental des moyens graphiques 2012

Affiche et couverture :

*Archives départementales de l'Hérault*, 1000 W 224, journal clandestin, *L'Humanité*

Poste TSF utilisé pour l'écoute de la BBC, de marque Dalton (fabrication française) ; valise radio SOE (Spécial Opération Executive), émetteur-récepteur en morse, de fabrication anglaise (Don de Jean Bougier) ; machine à écrire portative de marque Underwood (fabrication US). *Musée de la Résistance et de la Déportation de Castelnau-le-Lez.*

**Direction départementale  
des services de l'Éducation nationale  
de l'Hérault**

31 rue de l'Université  
CS 39004  
34064 Montpellier cedex 2  
Tél : 04 67 91 47 00

**Contact : 04 67 91 48 93**  
Service commun vie scolaire 2  
DEETAC (Direction des élèves, des établissements  
et de la Contractualisation)  
M Ayraud  
pascal.ayraud@ac-montpellier.fr

**Centre régional d'Histoire de la Résistance et de la Déportation**

1, place de la Liberté  
34170 Castelnau-le-Lez  
Tél : 04 67 14 27 45  
[crhrd@cegetel.net](mailto:crhrd@cegetel.net)

Ouvert lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9 h/12h/13h-17h  
Mercredi : 9h-12h 30/13h 30-17h

**accueil du service éducatif : vendredi 9h-13h**  
francoise.couderc3@ac-montpellier.fr

Arrêt tram ligne 2 : Charles de Gaulle

**Pierresvives-la Cité des savoirs et du sport pour tous-  
Archives départementales de l'Hérault**

907, rue du professeur Blayac  
34000 Montpellier  
Tél : 04 67 67 37 00  
Fax : 04 67 67 37 37

<http://pierresvives.herault.fr/>  
rubrique apprendre et se divertir

Ouvertes le mardi et le jeudi : 13h-19h  
Le mercredi et le vendredi : 10-19h

**accueil des groupes d'élèves : sur rendez-vous**  
**Contact : 04 67 67 37 00**

Régine Mazauric : [rmazauric@cg34.fr](mailto:rmazauric@cg34.fr)  
Brigitte Rambal : [brambal@cg34.fr](mailto:brambal@cg34.fr)  
Philippe Secondy : [psecondy@cg34.fr](mailto:psecondy@cg34.fr)

**Tramway ligne 3** Direction Juvignac : arrêt Hôtel du département  
(puis bus N°19 Direction Pierre de Coubertin : arrêt Lycée Léonard de Vinci)  
ou

**Tramway ligne 1** Direction Mosson : arrêt Halles de la Paillade

**Bus n°19** Direction Pierre de Coubertin : arrêt Lycée Léonard de Vinci